

Orientation des élèves : « un drame humain, économique et financier » selon le Medef

« Les recommandations du Medef pour mettre fin à la mauvaise orientation des élèves », titre **Le Figaro** qui a pu avoir accès à une étude publiée aujourd'hui par l'organisme. Entre impossibilité de rejoindre le parcours souhaité, décrochage, voie sans débouché et absence de compétences vitales pour l'économie, cette politique publique essentielle est un « un échec patent et prolongé, responsable d'un drame humain, économique et financier », tance Patrick Martin, qui appelle « à la mobilisation ». « Seulement la moitié des étudiants en Bac +1 se déclarent satisfaits à la fois de leur filière et de leur établissement », relève l'étude qui pointe, en conséquence, le nombre de décrochages, la direction générale du Trésor estimant que la mauvaise orientation représente une perte annuelle de 3 à 4 milliards d'euros pour l'économie française. « Il faut mettre fin à ce paradoxe qui veut que de nombreux jeunes soient sans emploi pendant que de nombreux emplois restent sans candidats », insiste **Patrick Martin, le Medef** évaluant qu'« un euro investi dans une meilleure orientation rapporterait près de 30 euros à la collectivité ». Directement victimes, les chefs d'entreprise se disent prêts à s'engager davantage. « Depuis vingt ans, nous organisons la semaine école-entreprise. Nous sommes également engagés dans les WorldSkills », énumère **Patrick Martin**. Le document estime également que les enseignants, qui se retrouvent bien souvent à jouer le rôle de conseiller d'orientation, sans bénéficier « de formation sur le sujet », peuvent « introduire malgré eux, d'importants biais ». « Economistes et sociologues s'accordent aujourd'hui pour expliquer les écarts d'orientation entre femmes et hommes par des biais introduits par le système scolaire lui-même », écrit le Medef. « Au sein du gouvernement, les avis convergent sur nos positions », assure son président, ajoutant qu'il s'agit aussi d'une « demande très forte de nos adhérents » alors que « les besoins financiers pour le réarmement ont donné un nouveau souffle aux politiques menant vers le "travailler plus" ». (Le Figaro, p.26)